

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 15/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

REMED (ex : R DOOLAE GHE et Cie)

Rue Félix Faure
59350 Saint-André-lez-Lille

Références : Inspection du 06/02/2024
Code AIOT : 0007003918

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/02/2024 dans l'établissement REMED (ex : R DOOLAE GHE et Cie) implanté Rue Félix Faure 59350 Saint-André-lez-Lille. L'inspection a été annoncée le 12/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan des visites d'inspections de la DREAL Hauts-de-France au titre de l'année 2022. Cette visite a été annoncée à l'exploitant par courrier en date du 12/01/2024

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REMED (ex : R DOOLAE GHE et Cie)
- Rue Félix Faure 59350 Saint-André-lez-Lille
- Code AIOT : 0007003918
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

La société R.E.M.E.D. est une société du groupe COVANORD. Cette société s'est substituée à la société DOOLAE GHE liquidée par le tribunal de commerce de Lille Métropole en 2015. L'exploitant a donc repris à son profit l'arrêté d'autorisation du 21 août 2009.

La société REMED exploite sur son site de SAINT-ANDRE-LEZ-LILLE :

- une plate-forme de récupération de ferrailles, métaux ferreux et non ferreux ;
- un point d'apport volontaire de déchets dangereux et non dangereux pour les particuliers et professionnels ;

Les activités de l'établissement ont été régulièrement autorisées par arrêté préfectoral d'autorisation du 4 avril 2022.

Le site relève du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2718 (Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719, 2792 et 2793) et du régime de l'enregistrement au titre des rubriques 2710-2 (Installations de collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial) et 2713 (Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712)

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déchets admis sur le site	Arrêté Préfectoral du 04/04/2022, article 1.2.4	Sans objet
2	Déchets non admis sur le site	Arrêté Préfectoral du 04/04/2022, article 1.2.5	Sans objet
3	Conditions d'entreposage des déchets collectés	Arrêté Préfectoral du 04/04/2022, article 2.1.6	Sans objet
4	Opération de tri des DEEE	Arrêté Préfectoral du 04/04/2022, article 2.1.7	Sans objet
5	Tri, transit et regroupement des DEEE	Arrêté Préfectoral du 04/04/2022, article 2.1.8.1	Sans objet
6	Démantèlement / traitement des DEEE	Arrêté Préfectoral du 04/04/2022, article 2.1.8.2	Sans objet
7	Valeurs limites d'émission des eaux	Arrêté Préfectoral du 04/04/2022, article 4.8	Sans objet
8	Exploitation des installations de transit des déchets	Arrêté Préfectoral du 04/04/2022, article 5.1.3.	Sans objet
9	Inventaire des substances dangereuses présentes dans l'établissement	Arrêté Préfectoral du 04/04/2022, article 8.2.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
10	Zonage des dangers internes à l'établissement	Arrêté Préfectoral du 04/04/2022, article 8.2.2	Sans objet
11	Système de détection d'alarme et de mise en sécurité des installations	Arrêté Préfectoral du 04/04/2022, article 8.4.1	Sans objet
12	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 04/04/2022, article 8.7.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la visite, l'inspection a pu constater que l'exploitant REMED respectait les dispositions de son arrêté préfectoral du 04/04/2022, faisant l'objet de la visite d'inspection du 06/06/2022 et reprises dans le présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déchets admis sur le site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2022, article 1.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Prescription contrôlée : Les déchets admis sur le site proviennent exclusivement: - des particuliers; - des professionnels et établissements privés; Des institutions publiques et communautaires; - des associations La nature et les volumes de déchets susceptibles d'être présents sur le site sont :
Constats : Après examen du registre des déchets entrants sur l'année 2023, l'inspection a constaté que : - l'ensemble des déchets admis proviennent soit des collectivités, soit des chantiers de BTP, - la nature des déchets admis ainsi que les quantités maximales présentes sur le site étaient conformes aux prescriptions de l'article 1.2.4 de l'arrêté préfectoral du 04/04/2022.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Déchets non admis sur le site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2022, article 1.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Prescription contrôlée : Ne peuvent être admis sur le site tout produit ou déchets, autre que ceux repris à l'article 1.2.5 du

<p>présent arrêté, en particuliers sont interdits :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les Déchets d'Activité de Soin à Risques Infectueux (DASRI); - les déchets anatomiques; - les armes, explosifs, engins de guerre, - les produits ou matériels radioactifs, - les ordures ménagères brutes, - les produits contenant de l'amiante
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté la présence à l'entrée du site d'un panneau d'affichage d'interdiction d'apport de certains déchets. L'ensemble des déchets interdits à l'article 1.2.5 de l'arrêté préfectoral est listé sur ce panneau d'affichage.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Conditions d'entreposage des déchets collectés

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2022, article 2.1.6</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées.</p> <p>L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc..).</p> <p>La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas 6 mètres.</p> <p>Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer la dégradation des produits ou déchets gérés, rendant plus difficile leur valorisation ou lorsque l'absence de couverture est susceptible d'entraîner des substances polluantes par les eaux de pluie.</p> <p>Les piles et accumulateurs au lithium sont conditionnés en fûts métalliques homologués de classe II , chaque fût comporte une sache plastique pour éviter tout contact des piles avec les parois métalliques ainsi qu'une alternance de couches de vermiculites. Les fûts sont fermés pour un couvercle cerclé et sont regroupés dans le hangar de stockage et sont sur rétention.</p> <p>Les batteries sont placées dans des bacs plastiques de 1 m3 à parois résistantes aux acides et sont stockées sous abri et sur rétention.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté sur site que les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets étaient distinctes, séparées les une des autres pour des parois béton coupe-feu et étaient clairement repérées.</p> <p>L'exploitant dispose de bornes de repérage permettant de contrôler la hauteur des déchets entreposés jusqu'à une hauteur de 5 mètres. Les tas de déchets entreposés ne dépassaient pas cette hauteur et ces tas sont situés à plus de 100 mètres des bâtiments à usage d'habitation.</p> <p>Les zones de stockage des batteries sont couvertes par un auvent.</p> <p>Les piles et accumulateurs au lithium sont conditionnés en fûts métalliques homologués de classe II , chaque fût comporte une sache plastique pour éviter tout contact des piles avec les parois métalliques ainsi qu'une alternance de couches de vermiculites. Les fûts sont regroupés dans le</p>

<p>hangar de stockage et sont sur rétention.</p> <p>Les batteries sont stockées dans des bennes plastiques résistantes aux acides. Ces bennes sont stockées sous abris.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Opération de tri des DEEE

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2022, article 2.1.7</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Leur élimination est réalisée dans une installation dûment autorisée.</p> <p>Les déchets de tube fluorescents, lampes basse énergie et autres lampes spéciales sont stockés et manipulés dans des conditions permettant d'en éviter le bris, et leur élimination est réalisée dans une installation dûment autorisée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Afin de réaliser l'élimination des DEEE dans des installations dûment autorisées, l'exploitant travaille avec l'éco -organisme "ecologic" dûment agréé et basé à Paris.</p> <p>Après vérification du registre des déchets sortants de l'année 2023, l'inspection a constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les frigos et les écrans télévisions étaient emmenés par l'entreprise Envie 2E, dûment autorisée et basée à Lesquin, - les gros équipements électroménagers produisant du froid étaient emmenés par l'entreprise Derichbourg dûment autorisée et basée à Saint Saulve, - les gros équipements électroménagers hors froid (chaudières, cumulus) étaient emmenés par l'entreprise Baudelet basée à Blaringhem et dûment autorisée, - les petits appareils électriques en mélange étaient emmenés par l'entreprise Paprec D3E, dûment autorisée et basée à Pont Sainte Maxence dans l'Oise.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Tri, transit et regroupement des DEEE

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2022, article 2.1.8.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les DEEE sont apportées soit directement par les usagers soit collectés auprès des industriels.</p> <p>L'aire d'entreposage des DEEE est étanche et équipée de façon à pouvoir recueillir les produits répandus accidentellement. Pour cela un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les séparent de l'extérieur ou des autres aires de stockage.</p> <p>La présence de matières dangereuses ou combustibles dans les zones de transit et de regroupement des DEEE est limitée aux nécessités de l'exploitation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Après contrôle du registre des déchets entrants, l'inspection confirme que les DEEE proviennent en majorité de l'apport des usagers. Les quantités restantes sont collectées auprès des industriels.</p> <p>Lors de la visite sur site, l'inspection a constaté :</p>

- que l'aire d'entreposage des DEEE est constituée de béton étanche et pentée vers un système de récupération des eaux météoriques ou éventuellement souillées,
- aucune matière ou substances dangereuses ou combustibles n'était stockée à proximité des zones de stockage des DEEE,

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Démantèlement / traitement des DEEE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2022, article 2.1.8.2

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets

Prescription contrôlée :

Aucune opération de démantèlement n'est réalisée sur les appareils contenant des gaz frigorigènes. Les opérations de démantèlement sont réalisées manuellement par des personnes formées à cette activité.

Constats :

Aucune opération de démantèlement n'a été réalisée sur le site lors de l'année 2023. L'inspection a pu confirmer cette information après analyse du registre des déchets sortants et des inventaires répertoriant les opérations réalisées sur l'année 2023.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Valeurs limites d'émission des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2022, article 4.8

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Prescription contrôlée :

Les eaux usées et pluviales sont traitées et respectent avant rejet dans le milieu récepteur les valeurs limites en concentration ci-dessous définies :

Substances	Concentrations en mg/l
MeS	600
DCO	2000
DBO5	800
Azote global	150
Phosphore total	50
Hydrocarbures totaux	10
Indice phénols	0,3
Chrome hexavalent	0,1
Cyanures totaux	0,1
AOX	5
Arsenic	0,1
Métaux totaux	15

Constats :

Le site dispose de deux séparateurs d'hydrocarbures, ces dispositifs sont entretenus une fois par

<p>an. L'inspection a vérifié le dernier devis datant du 16/02/2023 pour des travaux d'entretien réalisés par l'entreprise Cap Industrie.</p> <p>La dernière analyse effectuée sur les séparateurs d'hydrocarbures date du 21/12/2023. Celle-ci a été réalisée par le bureau d'étude Wressling. Après analyse du rapport, les résultats sont conformes vis-à-vis des valeurs limites imposées à l'article 4.3.8 de l'arrêté préfectoral du 04/04/2022.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Exploitation des installations de transit des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2022, article 5.1.3.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Entreposage et éliminations des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques. La durée d'entreposage ne devra pas excéder un an lorsque les déchets doivent être éliminés, 3 ans lorsque les déchets doivent être valorisés</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que les installations susceptibles de contenir des produits polluants sont disposées sur des plate-formes surélevées sous lesquelles l'exploitant a mis en oeuvre des dispositifs de rétention.</p> <p>Après examen du registre des déchets entrants et sortants, l'inspection a constaté que les déchets devant être éliminés étaient stockés au maximum un mois sur le site, et que les déchets faisant objet d'une valorisation (ferrailles, métaux, papiers, cartons) étaient également stockés pour une durée maximale d'un mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Inventaire des substances dangereuses présentes dans l'établissement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2022, article 8.2.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre l'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R.231-53 du Code du Travail. Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en oeuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents; La conception et l'exploitation des installations en tient compte.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection son inventaire des substances dangereuses présentes dans l'établissement. Cet inventaire est tenu quotidiennement à jour sur un support informatique : le logiciel Ecorec. Les quantités de matière dangereuses (huiles, lave glace) présentes dans les entrepôts de stockage sont tenues à jour sur un affichage papier à disposition des agents</p>

d'exploitation .L'exploitant a également présenté les FDS des produits dangereux stockés sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Zonage des dangers internes à l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2022, article 8.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc..) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un plan de zonage des dangers identifiant les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie. Ce plan est tenu à jour et indique la nature exacte du risque. Les consignes à observer sont affichées au droit de chacune des zones à risque et sont également contenues dans les plans de secours</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Système de détection d'alarme et de mise en sécurité des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2022, article 8.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un système de détection incendie est implanté dans les bâtiments "Recyclage "et "Stockage". Le site est également couvert par une détection infra rouge, pour la détection de personnes et de points chauds.</p> <p>L'exploitant organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests de ces systèmes de détection dont les compte rendus sont tenus à la disposition des installations classées.</p> <p>Les systèmes de détection incendie permettent une transmission de l'alarme à l'exploitant 24h/24h et 7 jours/7 .</p> <p>Des dispositions sont prises pour permettre d'alarmer le personnel de surveillance de tout incident.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le système d'alarme et de détection incendie a été installé dans les bâtiments de stockage et de</p>

recyclage. Le système d'alarme est équipé d'un détecteur de fumée et dispose d'un système infra rouge détectant les départs de feu. La dernière vérification de ce système date du 02/02/2024 et a été réalisée par l'organisme de contrôle Chubb. Les systèmes de détection sont opérationnels 24h/24 et 7 jours/7. Afin d'alerter le personnel de surveillance de tout incident, l'alerte sonnerie est reliée au téléphone portable du personnel d'astreinte ainsi qu'à la télésurveillance du site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2022, article 8.7.2

Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre l'incendie

Prescription contrôlée :

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a présenté à l'inspection les rapports de vérification suivants :

- Pour les RIA et extincteurs : rapport du 02/08/2023 effectué par LST (rapport n° 120 4233-3), aucune non conformité n'est signalée dans le rapport;
- pour les trappes de désenfumage : rapport du 08/08/2023 effectué par le bureau de contrôle LST (rapport n°120 4233-4), aucune non conformité n'est signalée dans le rapport.

Type de suites proposées : Sans suite